

Brochure n° 3609

**Convention collective nationale**

IDCC : 7010. – **PERSONNEL DES ÉLEVAGES AQUACOLES**

AVENANT N° 1 DU 18 DÉCEMBRE 2007

NOR : *AGRS0897027M*

IDCC : 7010

Entre :

La fédération française d'aquaculture (FFA),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFTD ;

La fédération de l'agriculture CFTC-Agri ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA) FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

**PRÉAMBULE**

La convention collective nationale applicable aux personnels des élevages aquacoles a été signée le 20 mars 2007. Conformément à son article 78, son extension a été demandée. La sous-commission agricole des conventions et accords de la commission nationale de la négociation collective a procédé à l'examen de ce texte lors de sa séance du 2 octobre. Il a été décidé l'extension de la convention, sous plusieurs réserves.

Les parties signataires ont souhaité apporter au texte les corrections nécessaires pour remédier à ces réserves.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit.

**Article 2**

Le troisième alinéa de l'article 5 « Dénonciation » est modifié comme suit :

« En cas de dénonciation de la présente convention par la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, elle continue à produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention destinée à la remplacer ou,

à défaut, pendant une durée de 1 an à compter de l'expiration du délai de préavis mentionné ci-dessus. Lorsque la dénonciation est le fait d'une partie seulement des signataires employeurs ou des signataires salariés, elle ne fait pas obstacle au maintien en vigueur de la convention entre les autres parties signataires. »

### **Article 3**

A l'article 16 « Contrat de travail. – Période d'essai », après les termes « – nom et adresse de l'OPCA (organisme paritaire collecteur agréé) dont dépend l'employeur. », il est ajouté la phrase suivante :

« Il est rappelé que les contrats de travail à durée déterminée doivent obligatoirement comporter les mentions prévues par l'article L. 122-3-1 du code du travail. »

### **Article 4**

A l'article 32 « Travail de nuit », l'article 32 B « Travail de nuit habituel » est modifié comme suit :

Au paragraphe 1<sup>er</sup> « Champ d'application », après les mots « à partir du coefficient 160 », il est ajouté les termes suivants : « coefficient à partir duquel le recours au travail de nuit est possible ».

Au paragraphe 6 « Conditions de travail des travailleurs de nuit », le premier alinéa relatif au temps de repos quotidien est complété par la phrase suivante :

« Dans ce cas, conformément à l'article D. 714-21 du code rural, des périodes au moins équivalentes de repos doivent être accordées aux salariés. »

### **Article 5**

A l'alinéa 8 de l'article 33 « Convention de forfait », les termes « à l'article L. 212-5 du code du travail » sont remplacés par les termes « à l'article L. 713-6 du code rural ».

### **Article 6**

Le dernier alinéa de l'article 49 « Garantie d'emploi en cas de maladie, d'accident de la vie privée ou d'accident de trajet » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Passés ces délais et conformément à l'article L. 122-45 du code du travail, l'employeur ne pourra rompre le contrat de travail du salarié absent que si l'absence du salarié désorganise l'entreprise et si le remplacement définitif du salarié s'avère nécessaire, ces 2 conditions étant cumulatives.

Il est de plus rappelé qu'en application de l'article L. 122-24-4 du code du travail, l'employeur est tenu, à l'issue des périodes de suspension du contrat de travail consécutives à une maladie ou un accident, de proposer au salarié un autre emploi approprié à ses capacités. »

### **Article 7**

A l'article 55 « Indemnité de licenciement », avant les termes « Le salarié licencié alors qu'il compte 2 ans d'ancienneté », il est ajouté les termes suivants : « Sans préjudice des dispositions de l'article R. 122-2 du code du travail, particulièrement celles relatives au licenciement pour motif économique ».

### **Article 8**

A l'article 64 « Médecine du travail », il est créé un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« Conformément à l'article R. 231-65-1 du code du travail, une surveillance médicale spéciale des salariés affectés à des travaux susceptibles de les exposer à des agents biologiques pathogènes est organisée, en concertation avec le médecin du travail. »

### **Article 9**

A l'article 72 « Contrat de travail », après les termes « – nom et adresse de l'OPCA (organisme paritaire collecteur agréé) dont dépend l'employeur. », il est ajouté la phrase suivante :

« Il est rappelé que les contrats de travail à durée déterminée doivent obligatoirement comporter les mentions prévues par l'article L. 122-3-1 du code du travail. »

### **Article 10**

Au premier alinéa de l'article 73 « Préavis en cas de licenciement ou de démission », après les termes « Sauf accord entre les parties ou faute grave ou lourde », sont ajoutés les termes suivants : « et sans préjudice des dispositions des articles L. 122-14-13, L. 122-6 et R. 122-2 du code du travail, particulièrement celles relatives au licenciement pour motif économique ».

### **Article 11**

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

### **Article 12**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Cachan, le 18 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)